

Arrêté

**actualisant l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société ZINQ pour
l'exploitation d' une installation de galvanisation à chaud de pièces métalliques
située sur la commune de Canéjan
- Réexamen IED -**

La préfète de la Gironde
Officier de l'ordre de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,
Chevalier des Arts et Lettres

- VU** la Directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010,
- VU** le Code de l'Environnement et notamment son titre VIII du livre 1^{er} et son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles R.515-70 et R.181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED),
- VU** l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif au prélèvement et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°14521/4 du 3 novembre 2006 autorisant le fonctionnement des installations de galvanisation et traitement des métaux de la société GALVA SUD OUEST à Canéjan ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021 ;
- VU** les courriers des 13 janvier 2012 (arrêt forage), 17 novembre 2016, 17 novembre 2021, 1^{er} avril 2022 donnant acte de diverses modifications ;
- VU** le dossier de réexamen et le rapport de base transmis par courrier à la préfecture de la Gironde en date du 24 octobre 2023, et les compléments apportés le 31 mars 2026 ;
- VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 14 avril 2026, présentant notamment la méthode utilisée pour déterminer les prescriptions relatives aux conditions d'exploitation du site ;
- VU** le courriel transmis à l'exploitant le 13 mai 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** l'absence d'observations formulées par l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a remis le dossier de réexamen requis en application de l'article R.515-71 du code de l'Environnement le 24 octobre 2023, complété le 31 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique 3260 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles associées à la transformation des métaux ferreux (FMP) ;

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux émissions industrielles dans les industries de transformation des métaux ferreux ont été publiées par au Journal Officiel de l'Union Européenne le 4 novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT donc que conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations visées à l'article R.515-58 du Code de l'environnement sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.

CONSIDÉRANT que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à la transformation des métaux ferreux ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant met en œuvre, au plus tard le 4 novembre 2026, les meilleures techniques disponibles applicables à son installation au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles suscitées et sur lesquelles il s'est engagé dans son dossier de réexamen en date du 24 octobre 2023 ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté ministériel relatif aux meilleurs techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de traitement des métaux ferreux par galvanisation discontinue relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3230c ou 3260 a été consulté ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article R.515-60 du code de l'environnement, il convient d'ajouter à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, des prescriptions relatives notamment :

- aux NEA-MTD et à la surveillance des rejets atmosphériques ;
- aux performances environnementales associées aux MTD ;

CONSIDÉRANT que l'actualisation des prescriptions du site est nécessaire aux regards des différentes modifications non substantielles de l'installation (comblement du forage, actualisation du classement ICPE...) ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

Généralités

ARTICLE 1 OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1.1 Installations autorisées

La société ZINQ - dont le siège social est situé au 27 rue Jean Perrin, Parc industriel Bersol 2, 33608 Pessac cedex - est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de Pessac et de Canéjan, à l'adresse susvisée, les installations suivantes dans son établissement de Galvanisation, pour une capacité de 5 000 tonnes/an :

Rubrique	Désignation des installations	Capacités maximales / équivalentes	Régime
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Volume total des bains de traitement : 324 m ³	A (IED – rubrique principale)
2567-1	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : a) Supérieur à 1000 l	Galvanisation de métaux par immersion dans un bain de zinc fondu de volume égal à 30 m ³ (soit une capacité de zinc de 192,8 tonnes pour un volume utile de 29,6 m ³)	A

A = Autorisation ; NC = Non classé

L'établissement fait partie des établissements dit « IED », visés par la section 8 du chapitre V du titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement.

Ainsi, en application des articles R. 515-58 et suivants du Code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3260 « Traitement de surface des métaux » ;
- les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence à la transformation des métaux ferreux (FMP).

Les installations citées ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine annexé au présent arrêté.

La société ZINQ est située sur des terrains appartenant aux communes de Pessac et de Canéjan sur les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles	Installations
PESSAC	HS 0051, HS 0052	voies d'accès
CANEJAN	AA 0143	bâtiment de production et parc noir
CANEJAN	AA 0046	parc blanc

La superficie totale du site est de 16 000 m².

Le site est bordé :

- au Sud par le lac du Poujeau Pendu,
- des bâtiments industriels ou tertiaires dans les autres directions.

Les aires extérieures comprennent :

- le parc noir : pièces à galvaniser situées sur une aire bitumée et bétonnée. (2 230 m² environ)
- le parc blanc : pièces galvanisées stockées sur palettes ou rack de stockage sur zone bitumée et bétonnée. (2 620 m² environ)
- un bassin étanche de rétention des eaux d'extinction incendie de 700 m³, en bordure Sud du site.
- une station de traitement des eaux pluviales ;
- une capacité de rétention dans le réseau canalisé des eaux pluviales de 170 m³.

- des bureaux en structure de type Algéco.

Le bâtiment de production est composé des locaux et halls suivants :

Zone d'accrochage : Les éléments à traiter sont préparés, contrôlés (perçage) et accrochés sur des palonniers avant transfert vers le traitement de surface par un pont roulant.

Hall de traitement : Le procédé galvanisation à chaud consiste à déposer un film de zinc sur des pièces en acier, dont l'état de surface a fait l'objet d'une préparation préalable pour permettre une bonne adhésion du zinc sur le métal :

- **Dézingage :** blocage du zinc encore présent sur les potences de suspension des pièces à galvaniser pour éviter la pollution des bains en aval , opération réalisé par immersion dans un bain d'acide chlorhydrique associé à un inhibiteur de corrosion.
- **Dégraissage :** les bains sont composés d'un acide bi-composant, chauffé (de ~23 °C par un échangeur air/eau), Acticide D2 à 6 % associé à un tensio actif PREMIX TF 16 à 2 %.
- **Décapage :** dans des solutions acides (HCl) entre 0,1 % (bain usé) et 20 % (bain neuf) complétées par un inhibiteur total associé à un steamer. Ceci permet de réduire les égouttures et les émanations d'HCl .
- **Rinçage :** à l'eau. (Les eaux utilisées sont recyclées dans les bains de décapage)
- **Fluxage :** améliore le décapage, protège l'acier avant galvanisation, nettoie la surface du bain lors de l'immersion. Le bain préparé sur la base d'un sel double $ZnCl_2 / 2NH_4Cl$ associé à un tensio actif est maintenu à une température de ~35 °C par un échangeur air/eau.

Ces opérations sont conduites avec les cuves suivantes :

N° de cuve	Usage	Volume de bains en m ³	Rétention associée (m ³)
3	Dézingage	30	R1 : 36,13
4	Dézingage	30	
5	Dégraissage	30	R2 : 52,52
6	Décapage HCl	30	R3 : Communicantes V = 166,5
7	Décapage HCl	30	
8	Décapage HCl	30	
9	Décapage HCl	30	
10	Décapage HCl	30	
11	Décapage HCl	30	R4 :
12	Décapage HCl	30	
13	Rinçage (bain mort)	30	
14	Fluxage par bain mixte de $ZnCl_2$ et $2NH_4Cl$	30	R5 : 29,54

- **Étuve :** le flux est séché à 100°C minimum. La température est obtenue par récupération de l'air chaud, via un échangeur situé au niveau de l'équipement de chauffe de la cuve de galvanisation, pulsé dans l'étuve. Il est en outre équipé d'un brûleur d'appoint d'une puissance thermique de 0,366 MW.
- **Galvanisation :** les pièces sèches sont immergées dans un bain de zinc fondu ($T^\circ \sim 450^\circ C$) de 29,6 m³, soit 196 tonnes de zinc. La teneur en zinc du bain est supérieure ou égale à 98,5 %. Les 1,5 % restants sont constitués par des traces d'autres métaux (Cd, Cu, Sn) ainsi que des additifs (Ni, Al).
Le bain est chauffé à l'aide d'un four disposant de 6 brûleurs alimentés au gaz naturel (1,8 MW).
Une partie des fumées est dirigée vers l'échangeur air/eau, le reste est envoyé directement dans l'enceinte du séchoir. Enfin, les fumées sont dirigées vers une cheminée de 16 m de haut.
- **Refroidissement :** est effectué à l'air libre dans le bâtiment de production, puis les pièces sont

stockées sur le parc blanc. Si les pièces passent par l'étape de passivation, elles sont au préalable refroidies dans une cuve d'eau adoucie de 30 m³.

- **Passivation** : dans le but de donner un aspect brillant et retarder la création de rouille blanche aux pièces, les pièces sont trempées dans une solution d'eau déminéralisée et de passivant (30 m³).

Zones de décrochage : secteur de décrochage des palonniers, de pesée et de prise en charge des pièces par les clients. Selon la qualité attendue, les pièces peuvent faire l'objet d'une finition plus poussée (ébarbage, finitions,...).

Contre le bâtiment de production :

Zone de dépotage :

Deux cuves de stockage tampon de capacité égale à 25 m³ chacune permettent de recueillir les bains usagés avant leur envoi vers un centre de traitement.

Les vidanges et remplissages sont effectués par un réseau spécifique. La citerne de livraison / chargement est positionnée sur une aire de dépotage adaptée située à proximité des cuves tampon.

Stockage de produits chimiques :

Le local est indépendant des autres, constitué d'éléments bétonnés et disposant d'une couverture. Le local dispose d'une rétention de 1 m³ et d'un trop plein dirigeant les effluents accidentels vers la rétention R3 de la zone de traitement.

Stockage de matières :

Trois locaux couverts et fermés abritent, séparément : les lingots de zinc stockés sur le sol du local, les écumes de zinc stockées en conteneur acier, les mattes de zinc stockées en lingot.

Stockage et distribution de gazole non routier :

Un poste autonome de distribution permet l'alimentation des chariots élévateurs thermiques à partir d'une cuve aérienne double-enveloppe de 1 000 litres.

Station de traitement des eaux pluviales :

L'installation comprend un pompage à débit régulé dans le bassin de confinement (2,5 m³/h, 0,7 l/s), une filtration étagée, une stérilisation par UV, des échangeurs d'ions sélectifs, un ajustement du pH des effluents et une station de mesure et d'échantillonnage avant rejet au milieu naturel.

Divers atelier : serrurerie, outillage bain, local outillage

Article 1.2 Installations connexes non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 1.3 Abrogation de prescriptions antérieures

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°14521/4 en date du 3 novembre 2006, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021, autorisant la société ZINQ, située à Canéjan, à exploiter une installation de galvanisation à chaud de pièces métalliques sont remplacées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

Article 1.4 Réglementation applicable

Sans préjudice du respect du présent arrêté, l'établissement est soumis au respect de la réglementation applicable à ses activités, notamment :

- Arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

ARTICLE 2 CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

Article 2.1 Conformité au dossier

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 2.2 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Article 2.3 Hygiène et sécurité

Le présent arrêté ne dispense pas l'exploitant du respect des dispositions d'hygiène et sécurité pour les personnels travaillant dans l'établissement, fixées notamment par le Code du Travail.

Article 2.4 Consignes

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2.5 Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Article 2.6 Installations de traitement des effluents

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Article 2.7 Contrôles, analyses et contrôles inopinés

L'inspection des installations classées peut réaliser ou demander à tout moment la réalisation par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, le contrôle de l'impact de l'activité de l'établissement sur le milieu récepteur. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 RÉEXAMEN PÉRIODIQUE DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur de la chaux, conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 3 du présent arrêté.

Dans ce cadre et conformément à l'article R.515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet, dans les douze mois qui suivent cette publication, un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R.515-72. Celui-ci est remis en trois exemplaires et tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R.515-73 du Code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R.515-59-I-1°).

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être

atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R.515-68 du Code de l'Environnement, d'une demande de dérogation comprenant :

- une évaluation montrant que l'application des conclusions MTD entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :
 - i. de l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou
 - ii. des caractéristiques techniques de l'installation concernée.

Cette évaluation compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions des conclusions MTD aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux i et ii ci-dessus.

- l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement (en cas de dérogation, une évaluation des risques sanitaires quantitative est attendue).

Dans ce cas, le dossier de réexamen est soumis à la consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L.515-29 du Code de l'environnement et selon les modalités de l'article R.515-77 dudit Code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

ARTICLE 4 MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 5 DÉLAIS DE PRESCRIPTIONS

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 6 INCIDENTS/ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer « dans les meilleurs délais » à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

ARTICLE 7 CESSATION D'ACTIVITÉS

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R.515-75 du Code de l'environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R.512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (CLP). Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3 du I de l'article R.515-59 du Code de l'environnement, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux

souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R.181-43 et R.512-39-2 du Code de l'environnement. Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 8 PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...

ARTICLE 9 PRÉLÈVEMENTS D'EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Canéjan, pour une consommation de l'ordre de 580 m³/an.

L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bas de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits dans les réseaux d'eau publique.

ARTICLE 10 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 10.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

Article 10.2 Canalisations de transport de fluides

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 10.3 Réservoirs

Les réservoirs fixes de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables satisfont aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bars, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau avant leur mise en service,
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bars, les réservoirs doivent :
 - porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 - être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge.

L'étanchéité des réservoirs contenant des produits polluants ou dangereux est contrôlée périodiquement.

Ces réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

Article 10.4 Capacité de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une capacité de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une (des) rétention(s) dimensionnée(s) selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...)

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

ARTICLE 11 COLLECTE DES EFFLUENTS

Article 11.1 Réseaux de collecte

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales non polluées (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

En complément des dispositions prévues à l'article 10.2, les réseaux d'égouts sont conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur. Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Article 11.2 Eaux polluées accidentellement

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.

Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

En application de la règle D9A dans sa version de juin 2020, la capacité de confinement minimale attendue pour le confinement des eaux d'extinction est de 482 m³. Pour garantir le confinement des eaux d'extinction d'incendie, l'exploitant dispose d'un volume utile disponible de **485 m³**. La répartition des volumes disponibles et la gestion du confinement liquide sont détaillées ci-dessous.

En cas d'incendie, la pompe de relevage des eaux pluviales est arrêtée (une consigne opérationnelle précisant cette action est rédigée et connue par l'ensemble du personnel) et les eaux d'extinction seront confinées prioritairement au niveau de la zone de déchargement du parc noir (au regard des pentes). L'excédent d'eaux d'extinction est dévié gravitairement vers le bassin de lissage grâce à une canalisation enterrée (reliant le regard EP-06 au bassin de lissage).

Les volumes disponibles pour le confinement des eaux d'extinction sont les suivants :

- 157 m³ (dont 15 m³ de canalisation enterrée dans le réseau d'eaux pluviales) au niveau de la zone de déchargement du parc noir ;
- 328 m³ au niveau du bassin de lissage (il s'agit de la capacité nominale du bassin).

Cependant compte tenu de la possibilité que le bassin de lissage contienne des eaux pluviales en cas de pluie survenant lors d'un incendie, l'exploitant se doit de mettre en place les dispositions nécessaires pour transférer les effluents (eaux pluviales et eaux d'extinction en mélange) contenus dans le bassin de lissage vers le bassin de confinement dit 1^{er} flot d'une capacité de 160 m³. Dans ce cas précis, l'exploitant dispose d'une pompe de relevage qu'il peut actionner pour envoyer les eaux d'extinction vers le bassin 1^{er} flot.

Afin d'encadrer l'organisation de l'exploitant pour assurer une gestion optimale du confinement des eaux d'extinction, l'exploitant met en place une procédure opérationnelle qui doit être connue de tout le personnel.

L'exploitant réalise également des exercices périodiques (*a minima* tous les deux ans) sur les actions décrites ci-dessus pour garantir un confinement des eaux d'extinction en mode dégradé.

Les pompes de relevage, dont le fonctionnement est valorisé pour permettre le confinement liquide, font l'objet de tests de bon fonctionnement périodiques (*a minima* annuels). Ces dernières, y compris leurs systèmes de mise en route, sont situés en dehors des effets thermiques générés par un incendie.

Pour ce qui est du volume d'eaux d'extinction confinées au droit des voiries au niveau du déchargement du parc noir, l'exploitant définit une organisation visant à garantir une parfaite étanchéité du revêtement de sol. En outre, des contrôles périodiques de la conformité dudit revêtement sont effectués *a minima* tous les ans.

L'exploitant s'assure également, par des contrôles annuels faisant l'objet d'un enregistrement, que les géomembranes d'étanchéité des bassins de lissage et 1^{er} flot des eaux pluviales sont intègres et ne présentent aucun défaut susceptible de remettre en cause leur étanchéité.

Pour ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction dans les réseaux enterrés valorisés en tant que tels, l'exploitant s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction. Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise tous les 10 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci (le premier contrôle est à faire au plus tard en 2028) et le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner.

En cas de désordres susceptibles de remettre en cause l'étanchéité des systèmes valorisés pour le confinement des eaux d'extinction (voiries au niveau du déchargement du parc noir, canalisations enterrées et bassins de confinement), l'exploitant les corrige sans délais et dans l'attente, il met en place des mesures compensatoires.

ARTICLE 12 TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Article 12.1 Conception des installations de traitement (séparateurs décanteurs deshuileurs ...)

Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 12.2 Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. **En particulier le déshuileur/débourbeur est vidangé au minimum une fois par an.**

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 13 DÉFINITION DES REJETS

Article 13.1 Identification des effluents

1. les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
2. les eaux de refroidissement,
3. les eaux usées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières... les eaux pluviales polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement visé à l'article 4.2), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
4. les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,
5. les eaux résiduaires : les eaux issues des installations de traitement.

Article 13.2 Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Article 13.3 Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, autres que ceux dont l'épandage est réglementairement autorisé, dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines est interdit.

Article 13.4 Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

Article 13.5 Localisation du point de rejet

Le point de rejet des eaux pluviales est représenté sur le plan annexé.

Le rejet s'effectue dans l'étang du Poujeau Pendu (code masse d'eau : FRFR52 – L'Eau Bourde de sa source au confluent de la Garonne) après passage **dans une installation de traitement des eaux** et un déshuileur / débourbeur.

ARTICLE 14 VALEURS LIMITES DE REJETS

Article 14.1 Eaux exclusivement pluviales

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

Substances	Concentrations (en mg/l)	Méthodes de référence
MES	100	NF EN 872
DCO	300	NFT 90101
Hydrocarbures totaux	5	NFT 90114
Métaux totaux	5	FDT 90112
Zinc	2	Norme en vigueur

Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 unité et la T°<30°C.

Article 14.2 Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement sont intégralement recyclées.

Article 14.3 Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur. Les eaux domestiques sont déversées dans le collecteur communal situé rue Jean Perrin et dirigées par la suite vers la station d'épuration du Clos de Hilde de Bègles.

Le raccordement doit être autorisé par la collectivité à laquelle appartient le réseau public, en

application de l'article **L.1331-10** du code de la santé publique.

La convention de rejet entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau est tenue à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 14.4 Eaux usées - eaux résiduaires

Ces eaux sont évacuées et traitées dans des installations autorisées.

ARTICLE 15 CONDITIONS DE REJET

Article 15.1 Conception et aménagement de l'ouvrage de rejet

Le dispositif de rejet des effluents pluviaux est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 15.2 Implantation et aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 16 CONSÉQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- 5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant constitue un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

Les produits récupérés en cas d'accident, les lixiviats et les eaux de ruissellement visées au présent article ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. En particulier, les produits récupérés en cas d'accident suivent prioritairement la filière déchets.

PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 17 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont (exceptés ceux du bain de décapage) captés à la source, canalisés et traités. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

Article 17.1 Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Les sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...)

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Article 17.2 Voies de circulation

Sans préjudice des règles d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant

Article 17.3 Stockages

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs devront le cas échéant être mis en œuvre pour limiter les envols par temps sec.

ARTICLE 18 CONDITIONS DE REJET

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet devront permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère.

Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Le débouché des cheminées ne comporte pas d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (conduits coudés, chapeaux chinois...). La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...) conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Conduit n°1

Le **four de galvanisation**, de puissance thermique égale à 1,8 MW, est constitué d'un ensemble de 6 brûleurs et fonctionne au gaz naturel. Le fonctionnement des brûleurs est géré par un automate permettant d'optimiser la combustion.

Les **gaz de combustion** sont extraits à une vitesse moyenne au moins égale à 5 m/s, dans les conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273°K
- pression 101,3 KPa
- 3 % de O₂

Les émissions sont envoyées directement dans le séchoir.

Les fumées sont enfin dirigées vers une cheminée de hauteur égale à 16 mètres, équipée d'un silencieux.

Conduit n°2

Le **bain de zinc** est équipé d'un système d'aspiration des fumées durant l'immersion des pièces. Les émissions sont rejetées à l'atmosphère par une cheminée de 12 m de hauteur, après traitement (injection de chaux) et filtration (filtre à manche).

Diffus

Les **bains de décapage** ne sont pas chauffés, ils sont employés à température ambiante. La concentration en acide chlorhydrique dans les bains est au maximum à 10 % en poids.

Les bains de décapage à ciel ouvert génèrent des émissions diffuses.

ARTICLE 19 TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHERIQUES

Article 19.1 Obligation de traitement

Les effluents gazeux issus du bain de galvanisation font l'objet d'un traitement comme indiqué ci-

dessous.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les autres rejets sont traités en tant que de besoin.

Article 19.2 Conception des installations de traitement

Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Le bain de zinc est équipé d'un dispositif d'encapsulation ou système d'aspiration des fumées blanches à hotte embarquée sur pont roulant créant une fermeture hermétique durant l'immersion des pièces dans la cuve de galvanisation et permettant une efficacité de captation d'environ 95 %. Les émissions sont traitées (injection de chaux) et filtrées (filtre à manche) avant rejet.

Article 19.3 Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

ARTICLE 20 VALEURS LIMITES DE REJET

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes :

1. Fumées de combustion en sortie du four de galvanisation

Paramètres	Concentrations en mg/Nm ³	
Poussières	150	
SO ₂	35	
NO _x en équivalent NO ₂	200	cf. MTD n°22 de FMP
Monoxyde de carbone	100	cf. MTD n°22 de FMP

2. Bain de galvanisation

Les gaz issus de cette installation respectent les valeurs maximales suivantes :

Paramètres	Concentration en mg/Nm ³	
Poussières totales	2	cf. MTD n°26 de FMP
Acidité totale, exprimée en H ⁺	0,5	
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore, exprimé en HCl	50	
Somme des métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires): Pb – Al – Fe – Sn – Cu – Cd – Zn	5	

Émissions diffuses des bains de décapage

Paramètres	Concentrations en mg/Nm ³	
HCl	2	cf. MTD n°62 de FMP

PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 21 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les règles techniques qui y sont annexées,

sont applicables à l'installation dans son ensemble.

Les dispositions du présent titre sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et les engins de chantier.

ARTICLE 22 CONFORMITÉ DES MATÉRIELS

Tous les matériels et objets fixes ou mobiles, susceptibles de provoquer des nuisances sonores, ainsi que les dispositifs sonores de protection des biens et des personnes utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes au décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des arrêtés ministériels pris pour son application.

ARTICLE 23 APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, haut-parleurs, avertisseurs...) gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 24 MESURE DES NIVEAUX SONORES

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement doit se faire en se référant au tableau, ci-joint, qui fixe les points de contrôles et les valeurs correspondantes des niveaux-limites admissibles, en limite d'établissement

Emplacement (s)		Niveau limite de bruit admissible en dB(A)	
Repère	Désignation	Période diurne 7 h - 22 h sauf dimanche et jours fériés	Période nocturne 22 h - 6 h y compris dimanche et jours fériés
A	Extrémité Sud , proche du parc noir	65	55
B	Extrémité est , proche zone accrochage	65	55
C	Extrémité Nord-ouest, face zone décrochage	65	55
D	Entrée Ouest, rue Riquet	60	55

Les points de contrôle choisis doivent rester libres d'accès en tout moment et en tout temps.

La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

ARTICLE 25 VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS SONORES

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer, dans les zones à émergence

réglementée, une valeur supérieure à celles fixées ci-après.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence résulte de la comparaison du niveau de bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (absence du bruit généré par l'établissement) tels que définis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus : il convient alors d'inclure cette prescription.

TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DE DÉCHETS

ARTICLE 26 GESTION DES DÉCHETS - GÉNÉRALITÉS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

À cette fin, il doit, conformément à la partie « déchets » de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement:

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets

ARTICLE 27 NATURE DES DÉCHETS PRODUITS

(liste non exhaustive)

Référence nomenclature	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite	Filières de traitement *
11 05 01	Mattes de zinc	95 tonnes	1
11 05 02	Cendres de zinc	71 tonnes	1
11 05 99	Fils de fer (poste accrochage)	50 tonnes	1
11 01 05 *	HCl utilisé	250 tonnes	2
11 05 04 *	Sel double flux	18 tonnes	2
13 05 03 *	Boues du décanteur /déshuileur	/	2
11 01 13 *	Boues de dégraissant	7 tonnes	2
15 01 02	Emballage plastique hors bidons	1 m ³	2
15 01 10 *	Emballage plastique bidon	1 m ³	2
15 01 03	Palettes en bois	85 m ³	1
20 01 99	DIB divers	60 m ³	1

*1 : Recyclage ou valorisation – 2 : traitement ou pré-traitement des déchets : incinération, détoxification, traitement chimique ou biologique.

ARTICLE 28 CARACTÉRISATION DES DÉCHETS

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres, stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois

notamment), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est-à-dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon la norme NF 31 210, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

ARTICLE 29 ÉLIMINATION / VALORISATION

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées, de quelque nature qu'elle soit, est interdite.

Les déchets du site sont gérés conformément à la réglementation en vigueur.

PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ

ARTICLE 30 GÉNÉRALITÉS

Article 30.1 Clôture de l'établissement

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, est suffisamment résistante pour s'opposer efficacement à l'intrusion d'éléments indésirables.

Article 30.2 Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés (gardiennage, télésurveillance...) et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

ARTICLE 31 SÉCURITÉ

Article 31.1 Dispositions constructives du bâtiment de traitement de surface et moyens de détection incendie

Dans le cadre de l'évaluation des besoins en eau pour disposer d'une défense incendie suffisante au sein de l'établissement, l'exploitant a pris en considération plusieurs hypothèses dans son courrier du 30/04/2021 susvisé qu'il se doit d'appliquer dès la notification du présent arrêté. En outre, le bâtiment de traitement de surface doit respecter les points ci-dessous :

- le bâtiment est dépourvu de panneaux sandwichs à isolant combustible, de bardage extérieur combustible, d'aménagements intérieurs en bois (planchers, sous toiture...), de matériaux d'isolation thermiques combustibles en façade et en toiture et de panneaux photovoltaïques ;
- le bâtiment est doté d'une détection incendie généralisée reportée 24 h/24 vers un système d'alarme perceptible par le personnel exploitant mais également vers un téléphone d'astreinte ;
- la hauteur du bâtiment n'excède pas 12 mètres.

En cas de modifications ou de non-application des dispositions précitées, l'exploitant réévalue les besoins en eau prescrits à l'article 33. Si la mise à jour du calcul conduit à la nécessité de disposer d'une capacité supérieure aux 150 m³/h prescrits (pour une durée d'au moins deux heures), l'exploitant met en œuvre les moyens complémentaires pour disposer de la ressource en eau adéquate.

Article 31.2 Localisation des zones à risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Ces zones doivent se trouver à l'intérieur de la clôture de l'établissement

Il tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le plan de secours s'il existe.

L'exploitant peut interdire, si nécessaire l'accès à ces zones.

En plus des dispositions du présent article, les dispositions de l'article 31.5 sont applicables à la localisation des zones d'atmosphère explosive.

Article 31.3 Produits dangereux

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés, identifiés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits. La capacité des citernes routières de livraison de propane est limitée à 9 tonnes.

Article 31.4 Alimentation électrique de l'établissement

Sauf éléments contraires figurant dans l'étude de dangers, l'alimentation électrique des équipements de sécurité peut être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations. Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro- coupures électriques, à défaut leur mise en sécurité est positive.
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

Article 31.5 Sûreté du matériel électrique

Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur.

Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ils mentionnent très explicitement les défauts relevés. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les plus brefs délais selon un planning défini par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

D'une façon générale les équipements métalliques fixes (cuves, réservoirs, canalisations...) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et normes applicables.

L'exploitant d'un établissement définit sous sa responsabilité les zones dangereuses en fonction de la fréquence et de la durée d'une atmosphère explosive :

- Zone où une atmosphère explosive est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment,
- Zone où une atmosphère explosive est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal,
- Zone où une atmosphère explosive n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou, si elle se présente néanmoins, elle n'est que de courte durée.

Ces zones figurent sur un plan tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les canalisations situées dans ces zones ne devront pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles; elles seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.

En outre, les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement feront l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant de ces zones.

Afin d'assurer la prévention des explosions et la protection contre celles-ci, l'exploitant prend les mesures techniques et organisationnelles appropriées au type d'exploitation sur la base des principes de prévention suivants et dans l'ordre de priorité suivant :

- empêcher la formation d'atmosphères explosives,

- si la nature de l'activité ne permet pas d'empêcher la formation d'atmosphères explosives, éviter l'inflammation d'atmosphères explosives;
- atténuer les effets d'une explosion.

L'exploitant appliquera ces principes en procédant à l'évaluation des risques spécifiques créés ou susceptibles d'être créés par des atmosphères explosives, qui tient compte au moins de la probabilité que des atmosphères explosives puissent se présenter et persister, de la probabilité que des sources d'inflammation, y compris des décharges électrostatiques, puissent se présenter et devenir actives et effectives, des installations, des substances utilisées, des procédés et de leurs interactions éventuelles, de l'étendue des conséquences prévisibles d'une explosion.

Dans les zones ainsi définies où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente, occasionnelle ou exceptionnelle, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions des textes portant règlement de leur construction.

Ainsi, dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les canalisations situées dans ces zones ne devront pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles; elles seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.

En outre, les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement feront l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant de ces zones.

L'exploitant est en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacune des zones définies sous sa responsabilité conformément aux textes portant règlement de la construction du matériel électrique utilisable en atmosphère explosive.

À cet égard, l'exploitant dispose d'un recensement de toutes les installations électriques situées dans les zones où des atmosphères explosives sont susceptibles d'apparaître et il vérifie la conformité des installations avec les dispositions réglementaires en vigueur applicables à la zone. Cette vérification est renouvelée tous les 3 ans.

Dans tous les cas les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et doivent être contrôlés, après leur installation ou leur modification par une personne compétente.

Article 31.6 Interdiction des feux

Dans les parties de l'installation, visées au point Article 31.2 , présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents

Article 31.7 « Permis de travail » et/ou « permis de feu »

Dans les parties de l'installation visées au point Article 31.2 , tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée

par l'exploitant ou son représentant.

Article 31.8 Formation

Outre les formations relatives à la prévention des accidents majeurs gérées dans le cadre du système de gestion de la sécurité, l'ensemble du personnel est instruit des risques liés aux produits stockés ou mis en œuvre dans les installations et de la conduite à tenir en cas d'accident.

Une information dans le même sens est fournie au personnel des entreprises extérieures intervenant sur le site.

Le personnel appelé à intervenir dans le cadre du plan d'opération interne est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des moyens de lutte contre un incident ou un accident.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des formations délivrées.

En plus ou dans le cadre des formations figurant dans le système de gestion de la sécurité

Article 31.9 Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de l'installation. Ces matériels décrits au chapitre « Moyens » du POI de l'établissement, doivent être entretenus et en bon état. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.

Article 31.10 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

Article 31.11 Gestion centralisée des alarmes

Les alarmes (incendie, fuite en rétention dans le hall de traitement...) sont gérées par un système de gestion centralisée surveillé en continu (télésurveillance, gardiennage, report d'alarmes...).

ARTICLE 32 PROTECTION CONTRE LES AGRESSIONS EXTERNES NATURELLES

Article 32.1 Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme est appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes captatrices n'est pas obligatoire.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification est également effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures

protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre est installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

Les pièces justificatives précitées sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 33 MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Article 33.1 Moyens de secours

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de secours.

L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant au minimum les matériels suivants :

33.1.1 Moyens externes

L'exploitant doit être en mesure de disposer d'une défense incendie interne ou externe à l'établissement garantissant un besoin en eau minimum de 150 m³/h pendant deux heures.

N° poteaux incendie	Diamètre canalisation	localisation	Distance du site
N°4355	100 mm	Avenue Jean Perrin (Pessac)	200 m
N°328	100 mm	Rue Pierre et Paul Riquet (Canéjan)	Moins de 400 m
N°329	100 mm	Rue Pierre et Paul Riquet (Canéjan)	Moins de 400 m

Si la défense incendie extérieure de l'établissement s'avère insuffisante ; l'exploitant se dote d'une réserve complémentaire en eau sur site pour combler les volumes manquants.

33.1.2 Moyens internes

La défense incendie intérieure est assurée par des extincteurs adaptés aux risques répartis sur l'ensemble des bâtiments, en particulier :

- Extincteurs à eau sous pression de 6 litres (1 pour 150 m²)
- Extincteurs CO₂ de 2 kg pour les locaux techniques
- Extincteurs CO₂ de 5 kg (TGBT & armoire électrique)

Article 33.2 Entraînement

Le personnel appelé à intervenir est entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de diverses tâches prévues par le plan d'opération interne s'il existe.

Le chef d'établissement propose aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours leur participation à un exercice commun annuel.

Au moins une fois par an le personnel d'intervention participe à un exercice ou à une intervention au feu réel.

Article 33.3 Consignes incendie

Des consignes spéciales précisent :

- L'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- La composition des équipes d'intervention ;
- La fréquence des exercices ;
- Les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;
- Les modes de transmission et d'alerte ;
- Les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer des appels ;
- Les personnes à prévenir en cas de sinistre ;
- L'organisation du contrôle des entrées et du fonctionnement interne en cas de sinistre.

Article 33.4 Registre incendie

La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie, ainsi que les observations sont consignées dans un registre d'incendie

Article 33.5 Entretien des moyens d'intervention

Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement. La date et le contenu de ces vérifications sont consignés par écrits et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 33.6 Repérage des matériels et des installations

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
- des stockages présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence

ainsi que les diverses interdictions.

Article 33.7 Accessibilité

Les voies de desserte sont entretenues et maintenues libres en permanence.

Article 33.8 Dispositions prises pour permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie

Le bâtiment contenant les installations de traitement de surface dispose des caractéristiques suivantes :

- les zones d'accrochage et de décrochage sont ouvertures sur une face du bâtiment chacun (structure et charpente métallique) constituant des ouvrants d'une surface de 165 m² pour chaque ouverture ;
- la partie du bâtiment à l'aplomb des bords possède un décrochage de 80 cm sur 50 m de long et sur deux côtés.

Cela correspond à 2 x 40 m² de désenfumage permanent pour ces ouvertures. En l'absence de dispositifs d'obturation de ces ouvertures (ventelles ou autres), la surface utile de désenfumage pouvant être considérée est de 40 m² (en prenant en compte un facteur aérodynamique de 0,5) sans compter les ouvertures latérales du bâtiment.

Le bâtiment est donc muni d'ouvrants en façade et en partie haute qui permettent de garantir un désenfumage naturel des locaux pour permettre l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

L'exploitant s'assure en permanence que la superficie des ouvrants destinés au désenfumage naturel du bâtiment ne soit jamais inférieure à 40 m².

Aussi pour limiter les risques d'incendie dans le bâtiment de traitement de surface ainsi que sa propagation éventuelle, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- il proscriit tout entreposage de matière combustible / inflammable dans l'atelier de traitement de surface, sauf à réaliser préalablement l'étude de dangers nécessaire ;
- la structure, la charpente et/ou les éléments d'isolation du bâtiment de traitement de surface sont constitués en matériaux incombustibles. En cas de modifications des dispositions constructives dudit bâtiment, l'exploitant s'assure que les matériaux installés dans ce cadre sont ignifugés et/ou incombustibles. L'exploitant dispose des justificatifs attestant de l'absence d'éléments combustibles.

Article 33.9 Etude des dangers (EDD)

L'exploitant veille au respect des hypothèses prises en compte pour l'évaluation des distances d'effets et de la justification de l'absence d'effets dominos (distance d'éloignement entre le four et les 1^{ers} bords de traitement de surface d'au moins 8 mètres, géométrie du four, débit d'alimentation en gaz du four porté par le nombre de brûleurs présents, pression du gaz en entrée de four, four installé dans une casemate béton en sous-sol...).

Toute modification desdites hypothèses implique une mise à jour de l'EDD pour réévaluer la maîtrise du risque.

PRESRIPTIONS PROPRES À CERTAINES ACTIVITÉS

ARTICLE 34 PRESRIPTIONS SPÉCIFIQUES APPLICABLES À L'INSTALLATION IED AU REGARD DES CONCLUSIONS SUR LES MTD

Article 34.1 Généralités

L'exploitant met en œuvre, au plus tard le 4 novembre 2026, les meilleures techniques disponibles applicables à son installation, relatives aux émissions industrielles dans les industries de transformation des métaux ferreux, publiées le 4 novembre 2022 et sur lesquelles il s'est engagé dans son dossier de réexamen susvisé.

Article 34.2 Efficacité énergétique au niveau du chauffage de la matière entrante

L'exploitant respecte les niveaux de consommation d'énergie spécifique du chauffage (y compris le chauffage et le séchage de la matière entrante ainsi que le chauffage des bains et des cuves de galvanisation) fixés dans le tableau ci-après.

Unité	Niveaux de performance environnementale (moyenne annuelle)
kWh/t	650

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste détaillée des procédés mis en œuvre, ainsi que les éléments et justificatifs permettant de connaître les niveaux de performance atteints.

Dans le cas du chauffage de la matière entrante, les niveaux de performance environnementale liés à la consommation spécifique d'énergie correspondent à des moyennes annuelles calculées par la formule suivante :

$$\text{consommation spécifique d'énergie} = \text{consommation d'énergie} / \text{matière entrante}$$

où :

- la consommation d'énergie correspond à la quantité totale de chaleur (générée par des sources d'énergie primaire) et d'électricité consommée par tous les fours au cours du ou des procédés concernés ;
- la matière entrante est la quantité totale de métal traitée, exprimée en t/an.

Article 34.3 Utilisation rationnelle des matières lors du décapage

L'exploitant respecte les niveaux de consommation spécifique d'acide de décapage fixés dans le tableau ci-après.

Acide de décapage	Unité	Niveaux de performance environnementale (moyenne sur 3 ans)
Acide chlorhydrique, 28 % en poids	kg/t	20

Les niveaux de performance environnementale liés à la consommation spécifique de matières correspondent à des moyennes calculées sur trois ans par la formule suivante :

$$\text{consommation spécifique de matières} = \text{consommation de matières} / \text{matière entrante}$$

où :

- la consommation de matière est égale à la moyenne sur trois ans de la quantité totale de matières d'une même nature
- consommées par le ou les procédés concernés, exprimée en kg/an; et
- la matière entrante est la quantité totale de métal traitée, exprimée en t/an.

ARTICLE 35 TRAITEMENT DE SURFACE (HALL DE TRAITEMENT)

Article 35.1 Aménagements

Les appareils (cuves, filtres, canalisations, stockages....) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toutes natures, des sels fondus ou en solution dans l'eau doivent être construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide, d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils doit être réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toutes natures ou des sels à une concentration supérieure à un gramme par litre doit être muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il doit être aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention doit être au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention doivent être conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles doivent être munies d'un déclencheur d'alarme en point bas relié à un système de gestion centralisée des alarmes.

Les systèmes de rétention doivent être conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler (cyanure et acides, hypochlorite et acide,...).

Les réserves d'acide et de sels métalliques doivent être entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée.

Les circuits de régulation thermique de bains doivent être construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains doivent être en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

Le circuit de régulation thermique ne doit pas comprendre de circuits ouverts.

L'alimentation en eau doit être munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

Article 35.2 Détoxification des effluents

Les effluents sont destinés à être détoxiqués suivant la ou les filières ci-après :

- les eaux de rinçage sont réutilisées pour réajuster les niveaux des bains acides.
- les bains usés et les rinçages saturés, sont destinés à être détoxiqués dans un centre spécialisé autorisé.

Les eaux de lavage des sols doivent être traitées comme les eaux de rinçage saturés.

Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser doivent être effectués soit en continu, soit à chaque cuvée, selon la méthode de traitement adaptée.

Article 35.3 Exploitation

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockage, rétentions, canalisations...) doit être vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé doit avoir accès aux dépôts d'acide et de sels métalliques.

Celui-ci ne doit délivrer que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains

; ces produits ne doivent pas séjourner dans les ateliers.

L'exploitant doit consigner sur un registre spécial les quantités de produits utilisées pour la composition des bains. Ce registre doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité doivent être établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant la mise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des bains
- les opérations nécessaires à l'entretien et à une maintenance
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant doit s'assurer de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

ARTICLE 36 STOCKAGES

L'exploitant prend toute disposition pour s'assurer de la compatibilité des produits stockés en racks et veille à ce que les parois constituant la ou les rétentions soient suffisamment éloignées des produits stockés pour éviter toute projection à l'extérieur du volume de rétention considéré en cas de percement d'un fût, bidons,...

Les produits liquides sont stockés dans les étages inférieurs et ne surmontent pas de produits solides (y compris sous formes de granulats ou de gels).

L'acide chlorhydrique concentré à 33 % (HCl) est livré par camion-citerne ou en bidons suivant le besoin.

L'HCl dédié au procédé de traitement de surface fait l'objet directement d'un dépotage dans les cuves de traitement. Les conditions de dépotage sont définies dans une consigne spécifique.

L'HCl dédié à l'exploitation de la station de traitement des eaux pluviales est entreposé dans le local des produits chimiques et dans le local au niveau de ladite station. Au plus, l'exploitant entrepose sur son site 133 kg d'HCl conditionné dans des bidons.

Dans le local d'entreposage de produits chimiques, situé à proximité de la zone de dépotage de l'acide chlorhydrique, l'exploitant est autorisé à entreposer au plus 600 litres d'ammoniaque concentré à 22 %. Ce produit est utilisé ponctuellement pour réajuster le pH sur le fluxage.

ARTICLE 37 CHAUDIÈRE

Article 37.1 Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Article 37.2 Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments."

(1) Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte-tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.

(2) Capteur de détection de gaz: une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.

(3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte-tenu des contraintes d'exploitation."

Article 37.3 Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Article 37.4 Détection de gaz - détection d'incendie (délai d'installation: 6 mois)

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 2.12. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Les détecteurs d'incendie ou de fuite de gaz, sont reliés à un système centralisé d'alarme pour prévenir à tout moment l'exploitant.

Article 37.5 Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations (par exemple clôture, fermeture à clé...).

Article 37.6 Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 37.7 Entretien des installations

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration

Article 37.8 Livret de chaufferie

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 38 SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Article 38.1 Contrôle des rejets d'eaux pluviales

Afin de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder au moins une fois par semestre aux prélèvements, mesures et analyses demandés par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

Les résultats sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

Article 38.2 Conservation des enregistrements

L'ensemble des résultats de mesures prescrites au présent article doit être conservé pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 39 SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant remet, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines, précisant : la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus.

La fréquence de surveillance est *a minima* d'une fois tous les 4 ans pour les eaux souterraines et d'une fois tous les 9 ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution, qu'il conviendra de décrire.

Ce programme est à mettre en œuvre dès que définit.

Article 39.1 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant effectue une surveillance de la qualité des eaux souterraines sur la base des ouvrages piézométriques comportant au moins :

- deux puits de contrôle situés en aval hydraulique de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe : PZ1' – PZ7 ;
- deux puits de contrôle situés en amont hydraulique de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe : en amont : PZ4 – PZ6.

Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau sont réalisés dans ces puits.

Des analyses sont effectuées sur ces prélèvements pour les paramètres suivants :

Hydrocarbures totaux, Zinc, Chlorures, Ammonium.

Les résultats des mesures prescrites sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation. Toute anomalie leur est signalée dans les meilleurs délais.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les conditions de modification des modalités de surveillance et de contrôle peuvent être modifiées après accord de l'inspection des installations classées et sur la base de justifications.

ARTICLE 40 CONTRÔLES ET SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Article 40.1 Contrôles des rejets gazeux

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels d'analyse et de la représentativité des analyses

fixées (absence de dérive), l'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement.

Les résultats sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées accompagnés des résultats d'autosurveillance de la période correspondante. La transmission comportera tous les éléments nécessaires à la vérification du calage visé par le présent article.

Article 40.2 Modifications des contrôles

La modification des paramètres et polluants contrôlés ainsi que des fréquences de contrôle doit faire l'objet d'une demande justifiée sur la base d'éléments techniques à l'inspection des installations classées.

Au vu des résultats obtenus, l'inspecteur des installations classées peut modifier les conditions de contrôles et les paramètres contrôlés.

Article 40.3 Conservation des contrôles et autosurveillance

L'ensemble des données prévues au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 3 ans.

ARTICLE 41 COMPTABILITÉ – AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS

Article 41.1 Déchets spéciaux

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle annexée au décret 2002-540 du 18 Avril 2002
- type et quantité de déchets produits
- opération ayant généré chaque déchet
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées en début d'année un bilan récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus.

La forme et les moyens de transmission peuvent être modifiés sur demande de l'inspection des installations classées.

Article 41.2 Déchets d'emballage

L'exploitant tient une comptabilité précise des déchets d'emballage produits et de leur élimination. Ces informations précisent notamment la nature et les quantités des déchets d'emballage éliminés, les modalités de cette élimination et, pour les déchets qui ont été remis à des tiers, les dates correspondantes, l'identité et la référence de l'agrément de ces derniers ainsi que les termes du contrat passé.

ARTICLE 42 CONTRÔLES ACOUSTIQUES ET VIBRATOIRES

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Une surveillance périodique des émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée peut également être demandée par l'inspecteur des installations classées.

Pour l'application des dispositions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire, ne peut être effectuée que par un organisme agréé.

Les frais occasionnés par les mesures prévues au présent titre du présent arrêté sont supportés par l'exploitant. Les résultats de ces mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une période minimale de cinq ans.

ARTICLE 43 PÉRIODICITÉ DE TRANSMISSION DES RÉSULTATS D'AUTOSURVEILLANCE

L'exploitant transmet au Préfet, à minima une fois par an, les résultats de la surveillance des émissions telle que prévue par le présent arrêté, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de la présente autorisation.

Le bilan transmis contient les informations suivantes :

- les normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées ;
- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;
- les résultats de l'ensemble des campagnes de surveillance réalisées en application du présent arrêté.

Il est accompagné :

- des commentaires appropriés sur les résultats obtenus,
- le cas échéant, des actions mises en place compte tenu du constat de dépassement des VLE fixées dans le présent arrêté.

ARTICLE 44 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, en application de l'article L.181-17 du code de l'environnement. Conformément à l'article R.181-50 du même code, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux par l'intermédiaire de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr », soit par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée, soit par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr). Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 45 Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ; un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est également publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 46 EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société ZINQ.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Canéjan,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le 19 JUIN 2026

Pour la Préfète de la Région,
le Secrétaire Général

François DRAPÉ

ANNEXES

Plan de situation



